

# Principes d'engagement responsable

## Grandes compagnies pétrolières et gazières : Un engagement actif préférable au désinvestissement

fr.allianzgi.com

Octobre 2021



**Marie-Sybille Connan**  
Senior Stewardship Analyst

**Pour les investisseurs, l'engagement concerté pourrait être la meilleure façon de s'assurer que les grandes compagnies pétrolières deviennent des catalyseurs de la transition mondiale vers la neutralité carbone d'ici 2050. Il est urgent que le monde développe des sources d'énergie propre, et nous pensons que se désinvestir ne contribuerait que peu à cet objectif.**

### La complexité du lien entre l'énergie et le changement climatique

L'énergie alimente le progrès et joue un rôle essentiel pour le développement économique et les droits fondamentaux de l'humain : environ 1 milliard de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité pour se chauffer et préparer leur repas. Parallèlement, la croissance démographique et celle de l'économie augmentent les émissions de gaz à effet de serre (GES), dont la plupart proviennent de la combustion d'énergies fossiles permettant de couvrir les besoins en électricité. Il est donc vital non seulement de lutter contre le changement climatique (Objectif de développement durable n°13 des Nations unies), mais également de garantir l'accès à une énergie abordable, fiable et durable (ODD n°7).

### La feuille de route de l'AIE vers la neutralité carbone

En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié sa feuille de route vers la neutralité carbone d'ici 2050. Si celle-ci trace une trajectoire recommandée et non la seule qui soit possible, il s'agit d'un modèle officiel de l'AIE qui dispose ainsi d'une crédibilité intrinsèque. De nombreux investisseurs s'en serviront pour aligner leurs portefeuilles avec la transition vers

### Points clés

- L'accès à l'énergie fait partie des droits fondamentaux de l'humain : le monde a besoin d'une transition énergétique juste et ordonnée, appuyée par toutes les technologies nouvelles et existantes
- En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié une ambitieuse feuille de route vers la neutralité carbone d'ici 2050. Ce document constituera un important référentiel pour nos activités d'engagement responsable
- L'AIE admet que les grandes compagnies pétrolières ont un important rôle à jouer pour faire de cette feuille de route une réalité
- Le désinvestissement des compagnies pétrolières pourrait avoir des conséquences inattendues et n'aiderait probablement pas à décarboner l'économie, en déplaçant simplement le problème ailleurs

la neutralité carbone et beaucoup d'entreprises en feront de même pour guider leurs stratégies en la matière. L'AIE y fixe un plan radical et ambitieux qui insiste sur « le fossé entre la rhétorique et la vraie vie », selon les dires du Dr Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. Sans représentation claire du défi exposé par l'Agence, nous pourrions aboutir à un scénario où entreprises et portefeuilles sont en voie de décarbonation, mais pas l'économie réelle.

Selon la feuille de route zéro émission de l'AIE, le système énergétique mondial sera complètement transformé d'ici 2050. La demande en énergie aura diminué d'environ 8%, mais cette énergie couvrira les besoins de 2 milliards de personnes de plus qu'aujourd'hui au sein d'une économie plus de deux fois supérieure.

- Près de 90% de l'électricité proviendra de sources renouvelables (70% du solaire et de l'éolien, le reste sera produit pour l'essentiel par des centrales nucléaires).
- La plus importante source d'énergie au monde sera l'énergie solaire (20% de l'offre environ contre 1% actuellement).
- La consommation de pétrole baissera de 75% d'ici 2050, et celle de gaz de 55%.
- Il n'y aura plus besoin de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, et la demande restante sera couverte par des producteurs à bas coûts. La part de marché de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) grimpera de 37% actuellement à 52%.
- Toutes les centrales thermiques à charbon restantes seront équipées de technologies permettant d'éliminer les émissions dangereuses.

Au total, l'AIE définit plus de 400 étapes décisives pour aider les gouvernements à atteindre l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C au-dessus des niveaux pré-industriels.

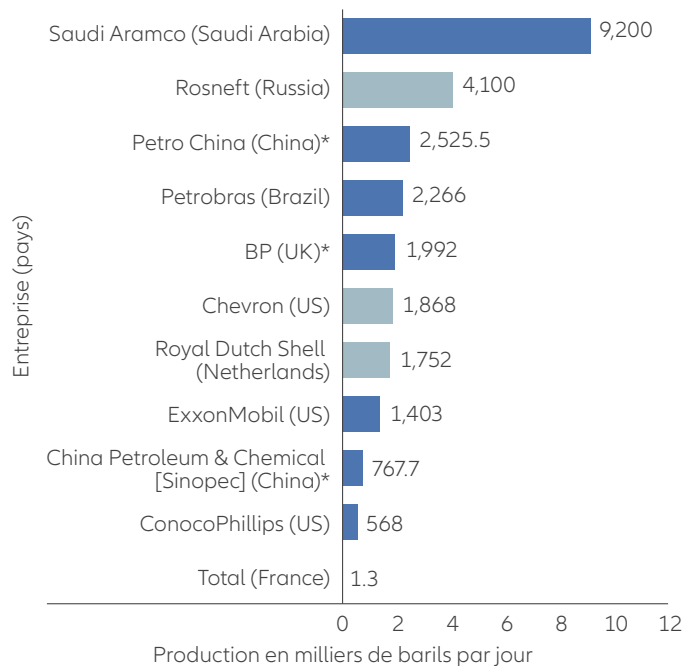
### Désinvestir n'aidera pas à décarboner l'économie

La tactique du désinvestissement aura peu d'effet pour résoudre la question du changement climatique. Elle ne servira qu'à déplacer le problème. Si des investisseurs actifs et responsables se désinvestissent des entreprises problématiques, ils seront potentiellement remplacés par des investisseurs moins responsables (ou moins soucieux de leur image et moins exposés aux pressions des instances de réglementation) pour continuer à financer des stratégies inappropriées. Les grandes compagnies pétrolières et gazières détiennent à peine 12% des réserves mondiales et représentent 15% de la production et 10% des émissions issues des activités industrielles. Un désinvestissement profiterait aux compagnies pétrolières publiques et nationales, qui détiennent la majeure partie des réserves, mais les bienfaits pour l'environnement seraient alors assez incertains.

Étant donné l'importance des revenus liés aux énergies fossiles pour leur croissance économique et leur stabilité sociale, on peut douter que les États pétrolifères « bloquent » leurs réserves pour lutter contre le réchauffement de la planète.

### En 2020, la production pétrolière était dominée par les compagnies nationales et publiques

1 000 barils de pétrole par jour



Source: Statista. Données les plus récentes disponibles au 7 juin 2021.

D'après la feuille de route de l'AIE, les recettes liées aux hydrocarbures s'effondreront de 75% pour les membres de l'OPEP et les autres pays exportateurs de pétrole.

Il importe tout autant d'agir au niveau du modèle de la demande en énergie. Plus de la moitié de l'ensemble de la transition vers les énergies vertes prévue dans la feuille de route de l'AIE est liée à des choix de consommation. C'est pourquoi les gouvernements ont la responsabilité de créer des cadres politiques et réglementaires dans lesquels les entreprises pourront formuler des plans stratégiques et les consommateurs changer leurs habitudes.

Nous avons besoin d'une transition énergétique ordonnée, appuyée par des technologies nouvelles et existantes. Une action d'envergure mondiale sur l'efficacité énergétique est indispensable. Ce domaine critique peut aider à réduire considérablement les émissions tout en soutenant la croissance économique, en réduisant la pollution atmosphérique et en faisant faire des économies aux consommateurs. Les énergies renouvelables ont un important rôle à jouer avec le gaz naturel (considéré comme une énergie de transition, dans la mesure où ses émissions de GES sont inférieures de moitié à celle du charbon), et avec l'appui du stockage en batteries.

L'hydrogène vert représente une option crédible, mais la demande doit atteindre un certain niveau pour qu'il soit viable économiquement. Les biocarburants durables peuvent également fournir une alternative aux énergies conventionnelles. Afin de réduire les émissions de GES, les solutions de captage, d'utilisation et de stockage de carbone

(CUSC) sont souvent mises en avant par l'industrie pétrolière et gazière ainsi que par les secteurs très gourmands en énergie, comme la production d'acier et de ciment. Néanmoins, ces solutions manquent de soutien politique et d'adhésion dans l'opinion publique, en plus de nécessiter un signal tarifaire sous la forme d'une taxe carbone internationale. Les solutions basées sur l'environnement, comme la reforestation et les zones humides, peuvent contribuer à éviter, réduire et compenser des émissions, si tant est qu'elles fassent l'objet de vérifications indépendantes.

### **Les grandes compagnies pétrolières disposent de compétences clés à même d'accompagner la transition**

L'AIE admet aussi que les grandes compagnies pétrolières ont un rôle à jouer pour faire de sa feuille de route une réalité.<sup>1</sup> Elles bénéficient en effet d'une portée internationale, de ressources de gestion de projet à grande échelle, de relations avec les gouvernements et d'une expertise commerciale aidant à gérer la volatilité de chaînes de valeur énergétique intégrées. En Europe, les géants pétroliers s'associent à des investisseurs en infrastructures spécialisées pour remporter des appels d'offres liés aux énergies renouvelables et fixent des objectifs ambitieux de capacités à moyen et long terme. Pour autant, ces acteurs sont généralement perçus comme faisant partie intégrante du problème.

### **Interconnectés, le changement climatique et l'épuisement des ressources sont deux aspects d'une même question**

Nous sommes partisans d'une approche nuancée, prenant en compte et comparant les émissions de GES de toutes les sources d'énergie à travers tout leur cycle de vie. Par nature, les énergies renouvelables sont intermittentes et leur usage doit être complété par le nucléaire (décarboné, mais controversé), le gaz naturel ou, dans le pire des cas, le charbon. Les procédés de fabrication des panneaux solaires et des turbines éoliennes émettent beaucoup de carbone et d'importantes questions demeurent quant à leur déclassement et leur recyclage. La diminution des ressources naturelles doit être étroitement surveillée, notamment dans le cas des terres rares nécessaires à la fabrication des panneaux et des batteries photovoltaïques. Selon l'AIE, la demande annuelle en minéraux critiques pour la production devrait passer d'environ 7 millions de tonnes en 2020 à 42 millions en 2050. L'Agence reconnaît que cette demande sera largement plus concentrée, dans la mesure où les terres rares viennent de gisements moins nombreux que ceux d'énergies

fossiles. Or ces problèmes de concentration créeront des défis qu'il conviendra de résoudre au niveau de l'offre.

### **Les grandes compagnies pétrolières doivent prouver leur engagement pour la neutralité carbone**

Si les géants pétroliers peuvent jouer un rôle constructif dans la transition énergétique, il est nécessaire que ceux-ci fournissent, au préalable, des preuves de leur engagement en faveur de la sobriété carbone. Par exemple :

- Défendre les recommandations du Groupe de travail sur la publication des informations financières relatives au climat
- Rendre compte plus régulièrement sur les risques liés au climat
- Rejoindre l'initiative Science-Based Targets et contribuer au cadre de décarbonation du pétrole et du gaz
- S'engager à la neutralité carbone pour 2050 avec des objectifs intermédiaires
- Rendre compte de leurs avancées en termes de réduction des émissions de Scope 1 et 2, ainsi que des émissions de Scope 3, les plus importantes, en toute transparence et avec crédibilité
- Gérer les émissions de méthane, première étape pour protéger les caractéristiques écologiques du gaz naturel
- Contrôler les activités de lobbying afin de veiller à ce que celles-ci ne soient pas contradictoires avec leur engagement pour la neutralité carbone
- Poursuivre le développement de nouvelles activités liées à l'énergie

Nous prévoyons d'appeler les grandes compagnies pétrolières à soumettre au vote des actionnaires leurs plans d'action climatique. La transparence à cet égard est indispensable pour que les investisseurs les amènent à rendre compte de leurs stratégies de décarbonation. Notre propre vote dépendra des avancées de notre dialogue avec les conseils d'administration.

L'engagement auprès des entreprises est essentiel. Toutefois, notre définition de l'engagement responsable actif implique également un dialogue à la fois individuel et collectif avec les pouvoirs publics.

1. Perspectives énergétiques mondiales de l'AIE, janvier 2020, page 160 et suivantes

Gestionnaire actif de premier plan, **Allianz Global Investors** emploie plus de 690 professionnels de l'investissement dans 24 bureaux situés dans le monde entier. Nous gérons 633 milliards EUR d'actifs pour le compte de particuliers, de family offices et d'investisseurs institutionnels.

L'investissement est pour nous un voyage, dont chaque étape nous anime à créer de la valeur pour nos clients. Nous investissons sur le long terme, en exploitant nos compétences en investissement et en gestion du risque à l'échelle mondiale ainsi que notre expertise de l'investissement durable pour créer des solutions innovantes qui anticipent les besoins futurs. Nous pensons qu'il vaut mieux apporter des solutions plutôt que de vendre à tout prix – nous avons à coeur d'offrir à nos clients une expérience de l'investissement hors du commun, où qu'ils se trouvent et quels que soient leurs objectifs d'investissement.

**Active is: Allianz Global Investors**

Données au 30 juin 2021

**Tout investissement comporte des risques.** La valeur et le revenu d'un investissement peuvent diminuer aussi bien qu'augmenter et l'investisseur n'est dès lors pas assuré de récupérer le capital investi. Les avis et opinions exprimés dans la présente communication reflètent le jugement de la société de gestion à la date de publication et sont susceptibles d'être modifiés à tout moment et sans préavis. Certaines des données fournies dans le présent document proviennent de diverses sources et sont réputées correctes et fiables à la date de publication. Les conditions de toute offre ou contrat sous-jacent, passé, présent ou à venir, sont celles qui prévalent. La reproduction, publication ou transmission du contenu, sous quelque forme que ce soit, est interdite; excepté dans les cas d'autorisation expresse d'Allianz Global Investors GmbH.

**Pour les investisseurs en Europe (hors de la Suisse)**

Ceci est une communication publicitaire éditée par Allianz Global Investors GmbH, [www.allianzgi.com](http://www.allianzgi.com), une société à responsabilité limitée enregistrée en Allemagne, dont le siège social se situe Bockenheimer Landstrasse 42-44, 60323 Francfort/M, enregistrée au tribunal local de Francfort/M sous le numéro HRB 9340 et agréée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht ([www.bafin.de](http://www.bafin.de)). Allianz Global Investors GmbH a constitué une succursale en Grande Bretagne, France, Italie, Espagne, Luxembourg, Suède, Belgique et aux Pays-Bas. Contacts et informations sur la réglementation locale sont disponibles ici ([www.allianzgi.com/Info](http://www.allianzgi.com/Info)).

**Pour les investisseurs en Suisse**

Il s'agit d'une communication marketing d'Allianz Global Investors (Suisse) AG, succursale à 100% d'Allianz Global Investors GmbH.